**FORMULAIRE DE SAISINE par l’autorité hiérarchique**

**DU COLLEGE DE DEONTOLOGIE DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU TARN : REFERENT DEONTOLOGUE / REFERENT LAICITE**

*Références juridiques : articles L 123-8, L 124-4 et L 124-7 du Code Général de la Fonction Publique*

# La réponse apportée dépend de l’exactitude des données que vous lui communiquez

**IMPORTANT : Le collège de déontologie n’a pas pour mission d’assurer une mission de conseil aux collectivités concernant le recrutement, le déroulement de carrière ou contrat de leurs agents, les actions disciplinaires engagées à l’encontre de leurs agents, ou concernant les règles de communication des documents administratifs.** **Le collège de déontologie émet un avis simple, motivé, qui ne lie pas son destinataire et qui ne peut donner lieu à un recours contentieux.** **Il est astreint à une obligation de confidentialité, d’indépendance et de neutralité. Votre employeur ne sera pas informé de votre saisine**

|  |  |
| --- | --- |
| **Identification de la collectivité** *(champs obligatoires)***:** | |
| **Dénomination** :    **Adresse**:    **Code postal** *(5 chiffres)* :  **Ville** :  **Strate démographique de la collectivité** (*pour les emplois fonctionnels)* : | **Nom de l’autorité territoriale** :    **Agent chargé du suivi du dossier :**    **Téléphone :**  **Courriel :** |
| **Identification de l’agent ou du candidat à la nomination** *(champs obligatoires)***:**  **Nom, prénom**:  **Adresse :**  **Code postal :** **Ville :**  **Courriel :** **N° téléphone :** | |
| **Situation administrative***(champs obligatoires)*  **L’agent / le candidat est actuellement** *(joindre la copie de l’acte de recrutement ou dernier arrêté fixant sa situation administrative)*  *Cocher la réponse adaptée :*  Contractuel de droit public en CDD  Contractuel de droit public en CDI  Contractuel de droit privé (CAE, contrat d’avenir, CUI, apprentis …),  Fonctionnaire titulaire  Fonctionnaire stagiaire  Agent recruté par détachement sur emploi fonctionnel  Agent recruté par contrat sur emploi fonctionnel  Autre *(à préciser)* :  **Date d’entrée en fonctions /recrutement** **?**    **Sa durée hebdomadaire de service :**  Temps complet  Temps complet avec un temps partiel de *(indiquer la quotité en %)*:  Temps non complet *(indiquer la quotité/35)* :  **Ses fonctions/ missions** *(description sommaire)* : | **Sa catégorie hiérarchique :**  A+  A  B  C  **Son cadre d’emplois et son grade :**    **Sa position actuelle** :  En activité ou congé parental,  En arrêt maladie ou disponibilité d’office pour raisons de santé ou congé sans traitement pour raison de santé,  En disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise,  En disponibilité pour convenances personnelles / suivre son conjoint depuis le  Retraité depuis le  de la fonction publique  du secteur privé  Démissionnaire de la fonction publique territoriale depuis le  Licencié de la fonction publique territoriale depuis le  Exclu temporairement de ses fonctions depuis le  Détaché depuis le *(rayer la mention inutile)*  de la FPT  de la FPE ou FPH |

|  |
| --- |
| **La présente saisine concerne l’un des domaines suivants (champs obligatoires) :** |
| **1/ Doute sérieux sur le cumul d’activités pour création ou reprise d’entreprise[[1]](#footnote-1)**  ⬜ pour travailler dans le public *(Etat, Etablissement Public, Collectivités…)*  ⬜ pour travailler dans le secteur privé en qualité de :  ⬜ Salarié d’une entreprise ou d’une association à but lucratif ou EPIC  ⬜ Auto-entrepreneur  ⬜ Création ou reprise d’une entreprise  ⬜ Entrepreneur individuel ou VDI (vendeur à domicile indépendant),  ⬜ Libéral  ⬜ Autre : …………………………………. *(à préciser)*  Activités projetées: ……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………  ⬜ A titre permanent ⬜ A titre accessoire  Identité de l’employeur :…………………………………………………………………………………………………………………..  Nom (ou raison sociale) :  Adresse (le cas échéant) :  Secteur ou branche professionnelle de l’entreprise :  *Joindre les statuts ou les projets de statuts de l’entreprise.*  Lieu d’exercice :……………………………………………………………………………………………………………………………  Date de début de l’activité :……………………………………………………………………………………………………………….  Durée de l’activité/périodicité : ………………………………………………………………………………………………………….  Temps hebdomadaire/ Horaires :…………………………………………………… …………………………………………………  Conditions d’emploi et de rémunération (bénévole, contractuel, vacataire,…) :………………………………………………….  Existe-t-il des conditions particulières de réalisation de l’activité (déplacement, variation saisonnière d’activité…) :  ⬜ Oui ⬜ Non  Si oui, à préciser :………………………………………………………………………………………………………………………….  Pour un agent à temps complet, indiquez obligatoirement la quotité de temps partiel sollicitée (90%, 80%, 60%, etc.) :    Quelle sera la fonction ou l’activité de votre agent (description détaillée) au sein de cette entreprise ?            Le demandeur est-il ou sera-t-il chargé, dans le cadre de son emploi public, de la surveillance ou de l’administration de l’entreprise qu’il crée ou reprend (au sens de l’article 432-12 du code pénal) ?  Oui  Non  La création ou la reprise d’entreprise envisagée par le demandeur vous semble-t-elle de nature :   * à compromettre ou mettre en cause le fonctionnement normal du service ?   Oui  Non  C’est possible   * à compromettre ou mettre en cause l'indépendance ou la neutralité du service ?   Oui  Non  C’est possible   * à méconnaître un principe déontologique mentionné à l’article 25 de la loi du 13 juillet 1983 (dignité, impartialité, intégrité, probité …) ?   Oui  Non  C’est possible  **Observations particulières relatives au doute sérieux concernant la compatibilité du projet de création ou de reprise d'une entreprise par l’agent avec les fonctions qu'il exerce :**              **2/ Doute sérieux sur la reprise d’une activité privée après un départ temporaire ou définitif de la fonction publique territoriale[[2]](#footnote-2)**  La reprise de cette activité est-elle réalisée en qualité de salarié ?  Oui  Non  *Joindre, si possible, une copie du contrat de travail ou de la promesse d’embauche.*   * ***Informations sur l’entreprise privée ou l’organisme de droit privé ou l’activité libérale***   Nom (ou raison sociale) :  Adresse (le cas échéant) :  Secteur ou branche professionnelle de l’entreprise :  Forme sociale de l’entreprise ou de l’activité :  Auto-entreprise  SARL, SAS  Entreprise individuelle ou VDI (vendeur à domicile indépendant),  Activité libérale  Association à but lucratif ou EPIC  Autre *(à préciser) :*  *A noter : Est assimilé à une entreprise privée tout organisme ou toute entreprise exerçant son activité dans un secteur concurrentiel conformément aux règles du droit privé.*  *Joindre un extrait du registre du commerce ou statuts de l’entreprise, de l’organisme, de l’association ou de la profession envisagée s’il s'agit d’une profession réglementée.*   * ***Informations sur la demande de l’agent*** *(Demande à joindre à la saisine)*   Date à laquelle cette activité devrait commencer*:*  A cette date, l’agent sera :  En disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise  En disponibilité pour convenances personnelles / suivre son conjoint depuis le  Retraité de la fonction publique depuis le  Démissionnaire de la fonction publique territoriale depuis le  Licencié de la fonction publique territoriale depuis le  Révoqué de ses fonctions depuis le  Détaché depuis le  Autres (à préciser) :  Quelle sera la fonction ou l’activité de votre agent (description détaillée) dans le secteur privé ?        Le demandeur a-t-il été chargé, au cours des trois années précédant le début de son activité privée, en raison de ses fonctions :   * de la surveillance ou du contrôle de l’entreprise ou de l’organisme dans lequel il souhaite travailler ?   Oui  Non   * de la conclusion de contrats avec l’entreprise (ou l’organisme) ou de la formulation d'un avis sur de tels contrats ?   Oui  Non   * de proposer directement à l’autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par cette entreprise ou cet organisme ou de formuler un avis sur de telles décisions ?   Oui  Non  **Observations particulières relatives au doute sérieux sur la compatibilité de l'activité envisagée avec les fonctions exercées par le fonctionnaire au cours des trois années précédant le début de cette activité :**          **3/ Doute sérieux sur la réintégration d’un fonctionnaire ou la nomination d’une personne qui exerce ou a exercé au cours des trois dernières années une activité privée lucrative[[3]](#footnote-3)**   * ***Informations sur l’activité privée lucrative exercée au cours des trois dernières années :***   Quelle a été la fonction ou l’activité privée lucrative exercée par cette personne (description détaillée) ?            Nom (ou raison sociale) de l’entreprise ou organisme :  Adresse (le cas échéant) :  Secteur ou branche professionnelle de l’entreprise :  Forme sociale de l’entreprise ou de l’activité :  Auto-entreprise  SARL, SAS  Entreprise individuelle ou VDI (vendeur à domicile indépendant),  Activité libérale  Association à but lucratif ou EPIC  Autre *(à préciser) :*  *Joindre un extrait du registre du commerce ou statuts de l’entreprise, de l’organisme, de l’association ou de la profession envisagée s’il s'agit d’une profession réglementée. Joindre également, le cas échéant, une copie du contrat de travail.*   * ***Informations sur l’activité devant être exercée lors de la réintégration ou la nomination :***   Date à laquelle la réintégration ou la nomination est prévue*:*  Quelle sera la fonction ou l’activité de cette personne (description détaillée), lors de sa réintégration ou sa nomination dans votre collectivité ou établissement ?        Cette personne est-elle ou sera-t-elle chargée, dans le cadre de son emploi public, de la surveillance ou de l’administration de l’entreprise ou organisme, pour lequel elle a exercé une activité privée lucrative au cours de trois dernières années (au sens de l’article 432-12 du code pénal) ?  Oui  Non  La réintégration ou la nomination envisagée vous semble-t-elle de nature :   * à compromettre ou mettre en cause le fonctionnement normal du service ?   Oui  Non  C’est possible   * à compromettre ou mettre en cause l'indépendance ou la neutralité du service ?   Oui  Non  C’est possible   * à méconnaître un principe déontologique mentionné à l’article 25 de la loi du 13 juillet 1983 (dignité, impartialité, intégrité, probité …) ?   Oui  Non  C’est possible  **Observations particulières relatives au doute sérieux sur la compatibilité avec les fonctions exercées au cours des trois années précédant l'entrée en fonction par la personne dont la réintégration ou la nomination est envisagée :** |

**DOCUMENTS A JOINDRE**

En cas de doute sérieux sur un projet de cumul d’activités pour création ou reprise d’entreprise :

* + Demande de l’agent.
  + Copie de l’acte de recrutement ou du dernier arrêté fixant sa situation administrative.
  + Statuts ou projet de statuts de l’entreprise.
  + Toute pièce permettant la compréhension du dossier.

En cas de doute sérieux sur la reprise d’une activité privée après un départ temporaire ou définitif de la fonction publique territoriale :

* + Demande de l’agent.
  + Extrait du registre du commerce ou statuts de l’entreprise, de l’organisme, de l’association ou de la profession envisagée s’il s'agit d’une profession réglementée.
  + En cas de reprise de l’activité en tant que salarié : Copie du contrat de travail ou de la promesse d’embauche.
  + Toute pièce permettant la compréhension du dossier.

En cas de doute sérieux sur la réintégration d’un fonctionnaire ou de nomination d’une personne qui exerce ou a exercé au cours des trois dernières années une activité privée lucrative :

* + Extrait du registre du commerce ou statuts de l’entreprise, de l’organisme, de l’association ou de la profession envisagée s’il s'agit d’une profession réglementée.
  + En cas d’activité salariée : Copie du contrat de travail.
  + Toute pièce permettant la compréhension du dossier.

**Comment joindre les pièces nécessaires à la compréhension du dossier ?**

Pour faciliter l’examen de votre dossier, toutes pièces complémentaires devront être adressées :

- par courriel : deontologie@cdg81.fr

- par courrier à l’adresse suivante : Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Tarn, Collège de déontologie de la Fonction Publique Territoriale du Tarn, 188 rue de Jarlard, 81 000 ALBI avec la mention CONFIDENTIEL.

*Pour rappel, le Référent déontologue est astreint à une obligation de confidentialité, d’indépendance et de neutralité.*

***Un accusé réception vous sera délivré à réception de la présente.***

***La recevabilité de votre saisine sera examinée dans les plus brefs délais. Un courrier de réponse vous sera adressé.***

***Si votre saisine est déclarée recevable, UNE REPONSE ECRITE VOUS SERA ADRESSEE DANS UN DELAI pouvant aller jusqu’à 3 mois, à compter de la réponse de recevabilité de votre demande.***

|  |
| --- |
| **Date : Signature :** |

*Les informations recueillies à partir de ce formulaire font l’objet d’un traitement informatisé destiné au Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Tarn (CDG81) pour la gestion des saisines du référent déontologue. Ce traitement se fonde sur l’obligation légale.*

*Le seul destinataire des données est exclusivement le référent déontologue du CDG81. Les données relatives à une saisine considérée irrecevable dès son recueil, par le référent déontologue instructeur, sont détruites sans délai. Lorsque la saisine est recevable, les données relatives à cette saisine sont détruites par le référent déontologue instructeur, dans un délai de 2 mois à compter de la clôture de l’instruction de la demande initiale. Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 06 janvier 1978 modifiée, et au Règlement Général sur la Protection des Données du 14 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement de vos données ou une limitation du traitement de celles-ci.*

*Vous pouvez vous opposer au traitement des données vous concernant et disposez du droit de retirer votre consentement à tout moment en vous adressant au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Tarn :* [*deontologie@cdg81.fr*](mailto:deontologie@cdg81.fr)

1. *Lorsque cette demande de cumul émane d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel occupant un emploi dont le niveau hiérarchique ou la nature des fonctions le justifient, mentionné sur une liste établie par décret en Conseil d'Etat (DGS de régions, départements, communes et EPCI de + de 40 000 habitants et DGA, DGST de communes et EPCI de + de 40 000 habitants) l'autorité hiérarchique soumet cette demande à l'avis préalable de la HATVP (article L123-8 du CGFP et articles 16 et 19 à 25 du décret n°2020-69 du 30/01/2020).* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Lorsque cette demande émane d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel occupant un emploi dont le niveau hiérarchique ou la nature des fonctions le justifient, mentionné sur une liste établie par décret en Conseil d'Etat (DGS de régions départements, communes et EPCI de + de 40 000 habitants et DGA, DGST de communes et EPCI de + de 40 000 habitants) l'autorité hiérarchique soumet cette demande à l'avis préalable de la HATVP (article L 124-5 CGFP et articles 19 à 25 du décret n°2020-69 du 30/01/2020).* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Saisine du référent déontologue en cas de doute sérieux* ***uniquement*** *pour un emploi dont le niveau hiérarchique ou la nature des fonctions le justifient, mentionné sur une liste établie par décret en Conseil d'Etat, à savoir DGA et DGST de communes ou EPCI de + de 40 000 habitants (article L124-7 du CGFP et article 5 du décret n°2020-69 du 30/01/2020).*

   *Saisine directe de la HATVP pour les emplois de DGS de communes ou EPCI de + de 40 000 habitants (article L124-8 du CGFP et article 4 du décret n°2020-69 du 30/01/2020).*  [↑](#footnote-ref-3)